

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 25 SEPTEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 19 septembre 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 25 septembre 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Renaud DONZEL, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Olivier ROBIN, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Sylvie CHARDEYRON, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Nathalie ROMANET, Christophe BLANC, Bertrand BONNAMOUR.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Jean-Henri LAURENT donne pouvoir à Christophe BLANC,  
Florence GAUTHIER donne pouvoir à Annick SERRE,  
Suzy CASSAR donne pouvoir à Jean-Michel LEGRAND,  
Brigitte LIMODIN donne pouvoir à Bertrand BONNAMOUR.

Absents non excusés :

Denis COLLET,  
Mihrican AVCI,  
Umus PERRONE,  
Thomas GIRARD.

Suite à la modification de l'affectation du résultat de l'exercice budgétaire 2022, il y a lieu d'adopter à une décision modificative du budget communal 2023, notamment pour procéder à la modification des comptes d'imputation.

Cette décision modificative permettra également d'inscrire des crédits budgétaires :

- Pour les provisions obligatoires correspondant environ à 20% du montant des créances douteuses.
- Pour le remboursement à Haut Bugey Agglomération d'un trop perçu de 229,66 euros sur les attributions de compensation.

La décision modificative se présente donc de la manière suivante :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

DESIGNATION	DEPENSES		RECETTES	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
Chap 68- Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions				
6817- Dotations aux dépréciations des actifs circulants		10 000,00 €		
Chap 014-Atténuation de produits				
73928-Reversement de fiscalité		230,00 €		
Chap 013-Atténuation de charges				
6419-Remboursement sur rémunération de personnel				10 230,00 €
SOUS-TOTAL FONCTIONNEMENT	0,00 €	10 230,00 €	0,00 €	10 230,00 €
EQUILIBRE de la SECTION	10 230,00 €		10 230,00 €	
INVESTISSEMENT				
Chap 21 Immobilisations corporelles				
2128-Autres agencements et aménagements		303 340,08 €		
Chap 001-Solde d'exécution de la section d'investissement				
001- solde d'exécution de la section d'investissement				865 183,17
Chap 10-Dotations, Fonds divers réserve				
1068-Excédents de fonctionnement capitalisés			561 843,09 €	
SOUS-TOTAL INVESTISSEMENT		303 340,08 €	561 843,09 €	865 183,17 €
EQUILIBRE de la SECTION	303 340,08 €		303 340,08 €	

Cela étant exposé, il sera demandé au Conseil Municipal, après en avoir délibéré, A L'UNANIMITE DE SES MEMBRES PRESENTS :

- **APPROUVER** la Décision Modificative N°2 du budget communal 2023 telle que proposée dans le tableau ci-dessus

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.  
Acte rendu exécutoire après dépôt en Sous-préfecture de Nantua le  
Publication ou affichage le  
Jean-Pascal THOMASSET  
Maire de Nantua

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.